JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs

Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1985

19 juil. — Arrêté No 71/INT/APA portant création d'un centre d'état-civil dans la préfecture de Doufelgou. 512

26 juil. — Arrêté No 75/INT-SG-GPFM chargeant le préfet de Vo d'assurer l'intérim du préfet de Yoto. 512

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1985

9 juil. — Arrêté No 1059/MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique. 512

9 juil. — Arrêté No 1059/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale. 512

Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, maintien en détachement constatation d'absences irrégulières, acceptation de démission, rappels à l'activité et admission à la retraite. 512

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté portant intérim

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1985

17 juin — Arrêté No 31/MENRS/UB portant obligation de service pour le personnel enseignant de l'université du Bénin. 517

19 juil. — Arrêté No 50/MENRS portant restructuration de l'Ecole supérieure de mécanique industrielle (ESMI) en une école nationale supérieure d'ingénieurs (ENSI). 517

Arrêtés et décisions portant nominations, fermeture de collèges, exclusions définitives, intégration et autorisation d'ouverture d'école 518

MINISTERE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE

1985

24 juin — Décision No 120/MPI/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme à la ferme avicole de Baguida. 522

30 juil. — Décision No 156/MPI/DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au service national des pistes rurales. 522

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté portant nomination et rectificatif à une précédente décision portant nomination. 522

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1985

18 juil. — Arrêté No 414/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Babadjihou Etienne 522

18 juil. — Arrêté No 415/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Akakpo-Toulan Folivi. 522

18 juil. — Arrêté No 416/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. N'Dora Tangayou-Sim. 522

18 juil. — Arrêté No 420/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ahlinangan Kodjo.....	523
18 juil. — Arrêté No 421/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. N'Tare K. Akakpo	523
18 juil. — Arrêté No 423/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Akakpovi Kangnivi.	523
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	
1985	
3 juil. — Arrêté No 28/MEMPT/DGMG/BNRM ouvrant enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures à la nouvelle gare routière sise à Akodésséwa — Lomé Est par la société Togo et Shel.	523
3 juil. — Arrêté No 30/MEMPT/DGMG/BNRM ouvrant enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures à Agoé-Nyivié (Démakpoè), préfecture du Golfe, par El Hadj Issa Halirou sur son propre terrain	524
3 juil. — Arrêté n° 31/MEMPT/DGMG/BNRM ouvrant enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures à Lomé, Tokoin Centre Dogbéavou, près du Trésor, sur l'immeuble de M. Nikoué Kouétévi par la Société togolaise des pétroles BP.	524

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (RENOVATION DE L'HOTEL LE BENIN ET L'HOTEL DE LA PAIX A LOME).....	524
Avis nécrologiques.	524
Avis de perte de titres fonciers.	526

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE No 71/INT-APA du 19 juillet 1985 portant création d'un centre d'état-civil dans la Préfecture de Doufelgou

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu l'article 21 de la constitution;
Vu le décret No 67-114 du 18 mai 1967 portant attributions du ministre de l'intérieur et réorganisant le ministère de l'intérieur ;

Vu le décret No 62-89 du 2 juillet 1962 portant réorganisation de l'état-civil au Togo ;

Vu l'arrêté No 384-54-APA du 21 mai 1954 sur l'état-civil et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté No 90-INT du 8 décembre 1962 portant réorganisation des centres d'état-civil notamment dans la préfecture de Doufelgou ;
Sur proposition du préfet de Doufelgou,

Arrête :

Article premier — Il est créé dans la préfecture de Doufelgou un centre d'état-civil dénommé centre de Kirgah.

Ce centre a son siège à Kirgah et groupe les villages de Kirgah, Koulinté et les fermes environnantes.

Art. 2 — Le Préfet de Doufelgou est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter de la date de signature et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 juillet 1985

K. D. LACLE

Intérim

Arrêté n° 75/INT/SG/GPFM du 26.7.85 — M. Gado Souleymane, Préfet de Vo est chargé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, de l'intérim à la tête de la Préfecture de Yoto.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 1059/MTFP du 9.7.85 — M. Mensah Alemawo Anani, n° mle 000246-G infirmier d'Etat principal 3e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique est promu au grade d'infirmier de classe exceptionnelle à compter du 1er janvier 1981.

Arrêté n° 1060/MTFP du 9.7.85 — Mme Mensah Séna Abrah épouse Bolouvi, n° mle 005281-K, attachée d'administration de 2e classe 4e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est promu au grade supérieur de son corps dans les conditions suivantes :

14.7.81 — attachée d'administration de 2e cl. 4e éch.

4.7 au 4.9.83 — congé sans solde

5.9.83 — reprise de service (A.C. 1 an 11 mois 20 j)

15.9.83 — attachée d'administration de 1re classe 1er échelon (A.C. épuisée).

Admissions

Arrêté n° 1061/MTFP du 9.7.85 — Mlle Agba Abra Badawenam, n° mle 025384-J, dactylographe permanente de 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-option: employé de bureau) session de juin 1978 et qui a réuni cinq années d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint adminis-

trafic de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 29 janvier 1984 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'intéressée dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve à titre personnel le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1062/MTFP du 9.7.85 — Les candidats ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 20 et 21 octobre 1982, sont

nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er janvier 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) :

— Tedor Massan, n° mle 022704-A, monitrice permanente de 2e catégorie échelle A ;

— Adankpo Ayaba, n° mle 025573-P, monitrice permanente de 3e catégorie échelle A ;

— Kombate Kanmangue, n° mle 017682-C, moniteur permanent de 2e catégorie échelle D.

Une bonification d'ancienneté est accordée aux intéressés dans les conditions suivantes pour leurs services antérieurs accomplis en qualité d'agents non fonctionnaires conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 ;

Nom et Prenoms N° Mle	Date d'engagement	Ancienneté de service d'agent non fonctionnaire	Bonification des 2/3 accordée
Tedor Massan n° mle 022704-A	17.4.78 au 31.12.82	4 a 8 m 14 j	3 a 1 m 19 j
Adankpo Ayaba n° mle 025573-P	13.2.79 au 31.12.82	3 a 10 m 18 j	2 a 7 m 2 j
Kombate Kanmangue n° mle 017682-C ..	13.9.76 au 31.12.82	6 a 3 m 18 j	4 a 2 m 12 j

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

TEDOR Massan

1.1.83 — monitrice de 3e classe 1er échelon
+ 3 a 1 m 19 j de bonification

1.1.83 — monitrice de 3e classe 2e échelon
+ 1 a 1 m 19 j de bonification

12.11.83 — monitrice de 3e classe 3e échelon
(bonification épuisée)

ADANKPO Ayaba

1.1.83 — monitrice de 3e classe 1er échelon
+ 2 a 7 m 2 j de bonification

1.1.83 — Monitrice de 3e classe 2e échelon
+ 7 m 2 j de bonification

29.5.84 — monitrice de 3e classe 3e échelon
(bonification épuisée)

KOMBATE Kanmangue

1.1.83 — moniteur de 3e classe 1er échelon
+ 4a 2 m 12 j de bonification

1.1.83 — moniteur de 3e classe 2e échelon
+ 2 a 2 m 12 j de bonification

19.1.83 — moniteur de 3e classe 3e échelon
+ 2 m 12 j de bonification

19.10.84 — moniteur de 3e classe 4e échelon
(bonification épuisée).

Arrêté n° 1063/MTFP du 9.7.85 — Les candidats

ci-après désignés sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de la police en qualité de gardiens de la paix 1er échelon stagiaires (catégorie D — indice 270) à compter du 1er mai 1984 et mis à la disposition du ministre de l'Intérieur (section 15, chapitre 22 du budget général).

Bonfoh Bassabi Balah-Bawih

Banawoye Aweyou

Pissang Tchao

Bekpoli Madina

Awui Essohanam

Assogba Kodjo Ayéna Sékpé

Assima Daré

Ahianyo-Akakpo Komlan

Abou Casta

Adji Aziki

Nagnango Koundjo

Kpemissi Kadiouveï Faya

Koumare Essodinaw

Gnandi Agba

Kokoloko Agnoroh

Kodjotsè Komi Mavupé

Kifalang Toi

Kalabina Abalo

Kadissoli Togbowou

Henemi Amègnihin

Bonfoh Bassabi Faré

Ataô Pouluki Lassémalaba

Akati Akilleso

Abidao Essobogou

Djanessi Kwami

Devonou Kokou Dotsè Xove
 Ayola Essowè
 Tagba Mèba
 Pamazi Kébalò
 Nakpasse Kokou
 Kalebou Komla Mensah
 Dete Kokou
 Babake Tchao-Kao
 Akpo Kossi
 Agninde Ahotè
 Beyou Toi
 Gnofam Tchapo Kossi
 Kozonna Yao
 Kpekpassi Issowè
 Tchalm Tchéi
 Konuò Essofa
 d'Almeida Ayi
 Assoukoulelene Hadassiba
 Balouki Sogoyou
 Bakolou Tassimbou Podjokou
 Allou Komlan Bolobéi Essoyodou
 Agbomla Adama Komivi.

Intégrations

Arrêté n° 1047/MTFP du 9/7/85 — M. Tidjougouna Abaka Dadjo, n° mle 014097-B, instituteur-adjoint de 2e classe, 1er échelon, (catégorie C-indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de fin d'études normales (CFEN-ENI), promotion 1979-1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe, 1er échelon stagiaire, (catégorie B-indice 750) à compter du 20 septembre 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

M. Tidjougouna Abaka Dadjo, n° mle 014079-B, instituteur de 2e classe, 1er échelon stagiaire, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI), session des 20 et 21 octobre 1982, est titularisé dans son emploi à compter du 1er janvier 1983.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

CATEGORIE C

12-9-1981 — instituteur-adjoint de 2e classe, 1er échelon (indice 750)

CATEGORIE B

1-1-1983 — instituteur de 2e classe, 1er échelon, (indice 750) AC : 1 an 3 mois 19 jours

12-9-1983 — instituteur de 2e classe, 2e échelon, (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 1048/MTFP du 9/7/85 — Les moniteurs ci-après désignés (Cat. D) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session des 19 et 20 octobre 1983, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe, 1er échelon, (cat. C ind. 550) à compter du 1er janvier 1984 et conservent leur

affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

— Tchackey B. A. Hamidou, n° mle 003244-N, moniteur de 2e clas., 2e échel., ind. 470

— Oufo-Aguia Alidarou, n° mle 022701-F, moniteur de 2e clas., 1er échel., ind. 430

— Kpati Komlavi Mensah, n° mle 023929-K, moniteur de 3e classe, 1er échelon, indice 270.

Arrêté n° 1049/MTFP du 9/7/85 — M. Ayémé Kossi n° mle 015024-A, instituteur-adjoint de 2e classe, 2e échelon, (catégorie C-indice 800) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe, 2e échelon, (catégorie B-indice 850 à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1050/MTFP du 9/7/85 — M. Sédjro Komi Akpaku, n° mle 006224-S, professeur des CEG de 3e classe, 4e échelon, (catégorie A2-indice 1400) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de licences-sciences de l'éducation, session de juin 1984 de l'institut national des sciences de l'éducation de l'université du Bénin, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3e classe, 2e échelon, (catégorie A1-indice 1450) à compter du 1er juillet 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 35 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er janvier 1984 date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé dans son corps de provenance.

Arrêté n° 1051/MTFP du 9-7-85 — MM. M. Sodegadji Comlan, n° mle 018441-B et Hanvi Ekoué Miléwomé, n° mle 013440-A, instituteurs-adjoints de 3e classe, 4e échelon, (indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaires du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-concours) option enseignement — session des 19 et 20 octobre 1983, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs de 2e classe, 1er échelon, (catégorie B-indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1052/MTFP du 9/7/85 — Mme Adjanor Ahouéfa, épouse Kouassi, n° mle 014647-R, agent technique de 1re classe, 1er échelon catégorie B-indice 1150) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme universitaire d'assistant médical (option médicale) session de décembre 1984 de l'école des assistants médicaux de l'université du Bénin, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en

qualité d'assistante médicale de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A2 — indice 1200) à compter du 6 février 1985 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} août 1983 date du dernier avancement de grade de l'intéressée dans son ancien corps.

Arrêté n° 1053/MTFP du 9-7-85 — M. Agrippa Komivi Edem, n° mle 015000-A, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade d'instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 1150) à compter du 5 septembre 1983.

M. Agrippa Komivi Edem, n° mle 015000-A, instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 1150) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen de fin de formation d'élèves conseillers pédagogiques, est intégré dans la catégorie A2 en qualité de conseiller pédagogique de 3^e classe 2^e échelon (indice 1200) à compter du 10 septembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 5 septembre 1983, date du dernier avancement de grade de l'intéressé dans le corps de provenance.

Arrêté n° 1054/MTFP du 9-7-85 — Les monitrices ci-après désignées du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaires du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, sont intégrées dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrices-adjointes de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} janvier 1984 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) :

- Mme Dussey Comlanvie Abla, épouse Amuzugah, n° mle 004767-H, monitrice de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 550) ;
- Mme Yehouessi Enyonam, épouse Moumouni, n° mle 004271-Z, monitrice de 2^e classe 3^e échelon (indice 510).

Arrêté n° 1055/MTFP du 9-7-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Avochinou Kokouvi l'arrêté n° 01250/MTFP du 29 octobre 1984 portant avancement.

M. Avochinou Kokouvi, n° mle 012853-P, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie C — indice 850) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové (ENA-promotion 1980-1983) option agriculture, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon (catégorie B — indice 850) pour compter du 1^{er} août 1983

et reste mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (section 39, chapitre 26 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 3 septembre 1982, date d'effet du dernier avancement d'échelon dans le corps de provenance.

M. Avochinou Kokouvi, ingénieur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon est élevé au 3^e échelon de son grade à compter du 3 septembre 1984.

Arrêté n° 1056/MTFP du 9-7-85 — M. Sossoe Afanou, n° mle 015099-D, instituteur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C — indice 800), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-concours), session des 20 et 21 octobre 1982 est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs de 2^e classe 2^e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 1^{er} janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1057/MTFP du 9-7-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Nonon Kpamnona Diéra-Bariga, l'arrêté n° 01248/MTFP du 29 octobre 1984 portant promotion.

M. Nonon Kpamnona Diéra-Bariga n° mle 016782-G, professeur des CEG de 3^e classe 4^e échelon (catégorie A2 — indice 1400) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence en sciences de l'éducation session de juin 1983 de l'institut national des sciences de l'éducation (INSE) de l'université du Bénin, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) à compter du 1^{er} juillet 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 13 août 1982 date du dernier avancement automatique d'échelons de l'intéressé dans son ancien corps.

M. Nonon est élevé au 3^e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 13 août 1984.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 22 mars 1985.

Arrêté n° 1058/MTFP du 9-7-85 — Sont et demeurent rapportées en ce qui concerne MM. Awoussi Viagbo, Bocco Yawo, Adri Kossi Ségnon Galessi, Vissouh Kossi, N'Kogbegnon, Viagbo Fiawobéyé, les décisions n°s 1885-MTFP du 21 décembre 1983, 500/MTFP du 4 avril 1984 et l'article 2 de l'arrêté n° 1223/MTFP du 16 août 1983 portant promotion et avancement automatique d'échelon.

Les moniteurs (catégorie D) ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP)

série concours session des 20 et 21 octobre 1982, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} janvier 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) :

- Awoussi Viagbo, n° mle 017310-G, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon indice 430
- Bocco Yawo, n° mle 005028-E, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon indice 430
- Adri Kossi Ségnon Galessi, n° mle 020766-G, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon indice 430
- Vissoh Kossi N'Kogbegnon, n° mle 018017-T, moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon indice 430
- Viagbo Fiawobéyé, n° mle 012932-W, moniteur de 3^e classe 4^e échelon indice 390.

Maintien en détachement

Arrêté n° 1038/MTFP du 3/7/85 — M. Amegee Kokou, ingénieur des travaux publics de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'organisation mondiale de la santé (OMS), est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période de deux (2) ans, valable du 5 juillet 1985 au 5 juillet 1987 inclus.

Absences irrégulières

Arrêté n° 1034/MTFP du 3/7/85 — Est constaté l'absence irrégulière des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes :

2 mars 1985

- M. Kondo Bouraïma, n° mle 029034-C, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire en service à l'école primaire publique d'Avassikpé (préfecture de Haho).

12 avril 1985

- Mlle Amayi Féyébadé, n° mle 013396-N, institutrice-adjointe de 3^e classe 2^e échelon en service à l'école primaire publique du camp Peloton à Lomé.

Pendant la durée de l'absence, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1036/MTFP du 3/7/85 — Est constatée à compter du 17 avril 1985 l'absence irrégulière de Mme Amouzou Aziagbede Abléwa, épouse Matthia, n° mle 026568-A, infirmière adjointe 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au centre Universitaire de Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1037/MTFP du 3/7/85 — Est constatée à compter du 28 mars 1985, l'absence irrégulière de M. Wilson Bahun Anani, n° mle 025971-D, attaché d'administration de 2^e classe 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction des affaires maritimes, au ministère du commerce et des transports.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Démission

Arrêté n° 1033/MTFP du 3/7/85 — Est acceptée à compter du 30 avril 1985, la démission de M. Logosu-Têko Foli Agbemion, n° mle 018553-K, instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique de Wuiti-Enyonam à Lomé.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 1070/MTFP du 9/7/85 — M. Adi Malonga Komlan, n° mle 012028-N, commis d'administration générale en service à l'inspection régionale de l'enseignement du deuxième degré des plateaux à Atakpamé, dont l'absence irrégulière avait été constatée suivant arrêté n° 0082/MTFP du 8 janvier 1985, est rappelé à l'activité à compter du 9 août 1985 et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique à compter de la même date.

Arrêté n° 1071/MTFP du 9/7/85 — M. Dego Tchimsa, n° mle 003084-E, adjoint technique d'agriculture principal de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de l'agriculture de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à Tchanaga (préfecture de l'Oti) dont l'absence irrégulière a été constatée suivant décision n° 80/MTFP du 4 février 1985 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'aménagement rural à compter du 18 janvier 1985.

Arrêté n° 1073/MTFP du 9/7/85 — M. Gbadre Yao Mawuli n° mle 020875-M, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 880/MTFP du 23 mai 1985 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique à compter de la même date.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Retraite

Arrêté n° 1039/MTFP du 3/7/85 — Il est mis fin

à compter du 30 avril 1984 au détachement auprès de l'Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) de M. Koffi-Tessio Comlan, n° mle 033512-S ingénieur pédologue principal de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du développement rural à compter de la même date.

M. Koffi-Tessio Comlan n° mle 033512-S, ingénieur pédologue principal de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service au ministère du développement rural est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1er mai 1984, en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Intérim

Arrêté n° 32/MEMPT du 10/7/85 — M. Bernard Cadet, ingénieur de l'assistance technique française sous-directeur de la production-transport à la direction des exploitations de la compagnie énergie électrique du Togo, assure l'intérim du directeur des exploitations de ladite compagnie cumulativement avec ses fonctions actuelles.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ARRETE No 31/MENRS/UB du 17 juin 1985
portant obligation de service pour le personnel enseignant de l'université du Bénin

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu la constitution du 9 janvier 1980;
Vu l'ordonnance No 16 du 6 mai 1975, portant réforme de l'enseignement au Togo;
Vu le décret No 27-22 du 26 janvier 1967.
Vu le décret No 70-156 du 14 septembre 1970, portant création de l'université du Bénin;
Vu le décret No 70-157 du 14 septembre 1970, portant création des écoles de l'université du Bénin;
Vu le décret No 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'université du Bénin;
Vu le décret No 83-110 du 3 juin 1983, modifiant et complétant le décret No 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'université du Bénin;
Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984, portant restructuration du gouvernement.

Arrête :

Article premier — L'année universitaire comporte pour le personnel enseignant, en plus des activités relatives à la recherche, à l'encadrement des étudiants et à l'organisation des examens, 30 semaines d'enseignement.

Art. 2 — L'enseignement est donné principalement sous les trois formes suivantes :

Enseignement magistral assuré, en principe, par les professeurs titulaires, les maîtres de conférences.

Art. 3 — Les obligations hebdomadaires de service pour chacune des catégories d'enseignants sont fixées comme suit :

A. — Professeurs titulaires

Professeurs sans chaire

5 heures de cours soit

150 heures par an.

B. — Maîtres-assistants

8 heures de travaux dirigés et de cours en cas de besoin soit 240 heures par an.

C. — Assistants

12 heures de travaux pratiques soit 360 heures par an ou 8 heures hebdomadaires de travaux dirigés et de cours en cas de besoin.

Art. 4 — Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature, annule toute disposition antérieure contraire et sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 17 juin 1985

K. Agbétiafa

ARRETE No 50/MENRS du 19 juillet 1985
portant restructuration de l'école supérieure de mécanique industrielle (ESMI) en une école nationale supérieure d'ingénieurs (ENSI).

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vu la constitution du 9 janvier 1980;
Vu le décret No 70-156 du 14 septembre 1970, portant création de l'université du Bénin;
Vu le décret No 70-157 du 14 septembre 1970, portant création des écoles de l'université du Bénin;
Vu le décret No 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'université du Bénin;
Vu le décret No 83-110 du 3 juin 1983, modifiant et complétant le décret No 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'université du Bénin;
Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984, portant restructuration du gouvernement.

Arrête :

Article premier — Il est décidé la restructuration de l'école supérieure de mécanique industrielle de l'université du Bénin désormais dénommée école nationale supérieure d'ingénieurs.

Art. 2 — L'école nationale supérieure d'ingénieurs comporte deux filières : une filière longue chargée de la formation d'ingénieurs et une filière courte chargée de la formation de techniciens supérieurs.

Art. 3 — La durée de la formation est de cinq (5) ans pour la formation des ingénieurs et de trois (3) ans pour la formation de techniciens supérieurs.

Art. 4 — La filière longue comporte trois (3) options :

— Génie civil

— Génie électrique

— Génie mécanique.

La filière courte comporte deux (2) options :

— Option génie civil

— Option génie électro-mécanique.

Art. 5 — L'accès à chacune des deux filières de

l'école nationale supérieure d'ingénieurs est soumis à un concours organisé sous forme d'un examen de dossiers et d'un entretien avec un Jury sous la responsabilité du directeur de l'école.

Art. 6 — La fin des études à l'école nationale supérieure d'ingénieurs est sanctionnée par l'obtention d'un diplôme d'ingénieur de conception pour la filière longue, et d'un diplôme universitaire de technologie pour la filière courte.

Art. 7 — Le recteur de l'université du Bénin est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 19 juillet 1985

K. Agbetjafa

Nominations

Arrêté n° 47/MENRS du 9-7-85 — Les inspecteurs de l'éducation nationale dont les noms suivent sont nommés Chefs des inspections régionales de l'enseignement du troisième degré.

Ekoue Anani IETD Région maritime (Lomé)

Iyoh Katamatou IETD Région des plateaux (Atakpamé)

Karium Abou Bakaré IETD Régions centrale, de la Kara et des savanes (KARA).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 48/MENRS du 12-7-85 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 30-MEN-RS du 9 octobre 1984 portant nomination de directeur des études.

M. Amétépé Eméfa W. n° mle 014925 F, précédemment professeur d'histoire et de géographie au Lycée N'Danida de Pya est nommé directeur des études de l'École normale d'instituteurs de Notse en remplacement de M. Aziagbe D. F. Komlan n° mle 001981-P admis à la retraite.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 52-MEN-RS du 22-7-85 — M. Suka Komla Wobébé n° mle 013569-B, professeur d'histoire et de géographie au Lycée de Kpodzie-Kpalimé (Préfecture de Kloto) est nommé censeur du Lycée de Notsé (Préfecture du Haho).

M. Dzidzokou Kouassi-Kouma n° mle 030694-Q, professeur de sciences-naturelles au Lycée N'Danida de Pya (Kozah) est nommé censeur du Lycée de Pagouda (BINAH).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 53/MENRS du 22-7-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Kamassa Doe Yao n° mle 020813-X l'arrêté n° 34/METQD-RS du 28 août 1984 portant nomination de censeur.

M. Kamassa Doe Yao n° matricule 020813-X, précédemment censeur du Lycée de Niamtougou est nommé professeur dudit Lycée.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 55/MENRS du 26-7-85 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 47/MENRS du 18 avril 1977 portant nomination de M. Attignon Koffi n° mle 003080-S, professeur de classe exceptionnelle, au poste de directeur du Village du Bénin et coordinateur de l'agence de coopération culturelle et technique.

M. Ogoubi Koffi Abalo, n° mle 033634-L, professeur de collège d'enseignement général de 2e classe 2e échelon, est nommé directeur du Village du Bénin et Correspondant National de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Fermeture de CEG

Arrêté n° 57/MENRS du 30.7.85 — Les collèges d'Enseignement Général de Kpessi (Ogou) et de Otadi (Amou) sont fermés pour effectifs insuffisants.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 5 septembre 1985.

Exclusions définitives

Décision n° 119-MENRS du 20-6-85 — M. Adabi Batchazi, élève de deuxième année à l'école normale supérieure d'Atakpamé, option Kabyè, est définitivement exclu de l'établissement pour état d'ébriété permanent.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 120/MENRS du 20.6.85 — M. Assoh Tagba instituteur, 2e classe 2e échelon n° mle 024307-M élève en deuxième année à l'école normale supérieure d'Atakpamé, option histoire et géographie est définitivement exclu de l'établissement pour indiscipline.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 25/MEN-RS du 3-7-85 — Le personnel de l'enseignement confessionnel déclaré définitivement admis aux examens et concours professionnels est intégré dans les diverses catégories conformément à l'état ci-joint.

ENSEIGNEMENT CONFESIONNEL

INTEGRATIONS

après succès aux Examens et Concours Professionnels
SESSION : 1983 — DATE D'EFFET : 1-1-84

I. — CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CAP)
INTEGRATION DES INSTITUTEURS CATHOLIQUES

N° d'ordre	Nom et Prénoms	Matricule	Situation au 1/1/83	Situation au 1/1/84
1	Dissoba D. Maéyaba	601199 Z	IA 3e/2e	I 3e/1er
2	Koumayena M'Baweni	601022 Y	IA 3e/3e	I 3e/1er
3	Sedou Koffi Amonni	600943 R	IA 3e/3e	I 3e/1er
4	Agbokou Kodjo Dawlikama	600527 Z	IA 3e/3e	I 3e/1er
5	Nayovi Atchou Awlika	600503 Z	IA 1e/2e	I 3e/3e
6	Adri Yawo Agbodja	600369 B	IA 2e/1er	I 3e/1er
7	Amouakou Koku Senanu	600733 P	IA 3e/4e	I 3e/1er
8	Wukanya Kwamiyi	600442 L	IA 2e/1er	I 3e/1er
9	Ađanzoukin Agossou	600156 E	IA 2e/1er	I 3e/1er
10	Ahossey Kodzo Atile	600002 U	IA 1e/3e	I 3e/4e
11	Amouzougan-Folly Ayélé	602008 J	IA 3e/2e	I 3e/1er
12	Ađoudou Sumaïla Sèmèvo	600901 P	IA 3e/4e	I 3e/1er
13	Awougnon Kokou Messan	601168 J	IA 3e/2e	I 3e/1er

INTEGRATION DES INSTITUTEURS PROTESTANTS.

N° d'ordre	Nom et Prénoms	Matricule	Situation au 1/1/83	Situation au 1/1/84
1	Agboyi Akpe Kodzo	600712 J	IA 3e/2e	I 3e/1er
2	Atchou Abassakpogbolo	600609 B	IA 2e/1er	I 3e/1er
3	Agbodza ^v ou Yawa Biava	600656 S	IA 3e/4e	I 3e/1er
4	Siatitse Komlan	600600 A	IA 2e/1er	I 3e/1er
5	Folikoue Lawson Nadou	600879 H	IA 3e/2e	I 3e/1er
6	Amegbo Kpanougou Abra			I 3e/1er
7	Matty Abra Seteda	601435 M	MA 3e/2e	I 3e/1er
8	Toubiou Semedo Adzovi	602384 S	I Stag.	I 3e/1er
9	Yekple Kafui			I 3e/1er

II. — CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CEAF)
INTEGRATION DES INSTITUTEURS-ADJOINTS PROTESTANTS

N° d'ordre	Nom et Prénoms	Matricule	Situation au 1/1/83	Situation au 1/1/84
1	Akpoti Do	601635 D	IA Stag.	IA 3e/1er
2	Koffi Koffi Gbedova	602080 J	IA Stag.	IA 3e/1er
3	Klutseh Komla Panah	601870 Q	IA Stag.	IA 3e/1er
4	Awayi Kokou Donudenu	601745 T	IA Stag.	IA 3e/1er
5	Monyo Kofi Edem	601366 Q	IA Stag.	IA 3e/1er
6	Kengbo Kodzovi Adodo	601053 B	IA Stag.	IA 3e/1er
7	Ekpeko Koffi Agbessi	601639 R	IA Stag.	IA 3e/1er
8	Kouwoadan Wovenou	601573 P	IA Stag.	IA 3e/1er
9	Agbetrobou Kossi	602049 B	IA Stag.	IA 3e/1er
10	Adenyo A. Kodzo Sedofe	601534 Q	IA Stag.	IA 3e/1er
11	Sogba Kossi Tsédéké	601863 H	IA Stag.	IA 3e/1er
12	Badohoun Tamekloe Mokpekpo	601398 G	MA 3e/1er	IA 3e/1er

INTEGRATION DES INSTITUTEURS-ADJOINTS CATHOLIQUES

N° d'ordre	Nom et Prénoms	Matricule	Situation au 1/1/83	Situation au 1/1/84
1	Kolani Mangba	601687 R	IA Stag.	IA 3e/1er
2	Lare Damintoti Lakazo	601774 Q	IA Stag.	IA 3e/1er
3	Kpaguidja Mimboual	602158 Q	IA Stag.	IA 3e/1er
4	Douga B. Moutaba	601887 H	IA Stag.	IA 3e/1er
5	Akoussan Dotse Elemawussi	601759 R	IA Stag.	IA 3e/1er
6	Atiki Somiabalou T.	601884 E	IA Stag.	IA 3e/1er
7	Bakatya M. Guèmba	601885 P	IA Stag.	IA 3e/1er
8	Talakaena K. Mihodama	602118 G	IA Stag.	IA 3e/1er
9	Kouma Kuami	601559 Z	IA Stag.	IA 3e/1er
10	Atsou Kofi Denyo	602262 G	IA Stag.	IA 3e/1er
11	Ayisson Médad Atsu	602181 F	IA Stag.	IA 3e/1er
12	Atui Fanmonou Mawudro	601152 N	IA Stag.	IA 3e/1er
13	Nousseassi Komi Gameli	602195 V	IA Stag.	IA 3e/1er
14	Tabalou Yaovi	602064 A	IA Stag.	IA 3e/1er
15	Agbenou Komla	600762 C	IA Stag.	IA 3e/1er
16	Galley Kokou	601899 D	IA Stag.	IA 3e/1er
17	Appiah K. Amènyo	601958 Y	IA Stag.	IA 3e/1er
18	Ganavu K. Agbessignale	602022 G	IA Stag.	IA 3e/1er
19	Djidji Yawo Agbenoxevi	601810 L	IA Stag.	IA 3e/1er
20	Doh Koffi Agbako	601797 F	IA Stag.	IA 3e/1er
21	Sorsy Koffi Téfè	601895 Z	IA Stag.	IA 3e/1er
22	Assignon Komi Dzikonou	601547 V	IA Stag.	IA 3e/1er
23	Awuku Apéléfé	602396 W	IA Stag.	IA 3e/1er
24	Houssounou Vivi Vivor	601506 C	IA Stag.	IA 3e/1er
25	Tsikpe Ayewoubo	601540 N	IA Stag.	IA 3e/1er
26	Degboè Kossi Agbenyega	601462 Q	IA Stag.	IA 3e/1er
27	Detse Vouti Kossi Dzifa	602062 Q	IA Stag.	IA 3e/1er
28	Sondza Woto Kossi	601904 S	IA Stag.	IA 3e/1er
29	Buame Kuma	601796 W	IA Stag.	IA 3e/1er
30	Degbey Ata Koffi	601466 U	IA Stag.	IA 3e/1er
31	Noutsougan M. Komlan	602150 Y	IA Stag.	IA 3e/1er
32	Amevigbe K. Dégbé	602189 X	IA Stag.	IA 3e/1er
33	Boukari Barsan	601279 R	MA 3e/2e	IA 3e/1er
34	Djikel Kanati	601049 T	MA 3e/2e	IA 3e/1er
35	Talbiqpeti Agnitoufei	601107 D	MA 3e/2e	IA 3e/1er
36	Yendoukoa Oudani	601301 X	MA 3e/2e	IA 3e/1er
37	Dogboè Ofa Kossi	600975 H	MA 3e/3e	IA 3e/1er
38	Baragbo Kodzo Zogodo	601002 C	MA 3e/2e	IA 3e/1er
39	Etse Anipah Kossi	601002 C	MA 3e/2e	IA 3e/1er
40	Aboyo Komla Mawussi	601329 B	MA 3e/2e	IA 3e/1er
41	Komla Essih Koli	601341 F	MA 3e/2e	IA 3e/1er
42	Gblokpo Dovi Sépénya M.	600189 F	MA 3e/3e	IA 3e/1er
43	Houegnifioh K. Noumèlio	601461 F	MA 3e/1er	IA 3e/1er

INTEGRATION DES MONITEURS-ADJOINTS CATHOLIQUES (CAM)

N° d'ordre	Nom et Prénoms	Matricule	Situation au 1/1/83	Situation au 1/1/84
1	Douji K. Bambani	601277 X	MP 2e/C	MA 3e/1er
2	Patchidi T. Palakimwe	601736 S	MP 3e/A	MA 3e/1er
3	Tassim Pignandi	601677 F	MP 3e/A	MA 3e/1er
4	Guetaaba Bola Baditaa	601737 B	MP 2e/B	MA 3e/1er
5	Yao Tata	601647 H	MP 3e/A	MA 3e/1er
6	Agbedigni Kokou	602055 H	MP 2e/D	MA 3e/1er
7	Badonta Nwaka	600553 K	MP 3e/B	MA 3e/1er
8	Dossou Afatsao	601918 Q	MP 3e/A	MA 3e/1er
9	Kokou Abra Avemide	601925 X	MP 3e/A	MA 3e/1er
10	Fahoube Kossi Atchou	602036 W	MP 2e/D	MA 3e/1er
11	Kpedzokou Komlan	600384 A	MP 3e/D	MA 3e/2e
12	Dotsè Mawuèna Koffi	601760 S	MP 3e/A	MA 3e/1er
13	Modjinou Mana Enyonam	602065 K	MP 2e/D	MA 3e/1er
14	Lokou Kossivi	602393 T	MP 2e/A	MA 3e/1er
15	Gbeyon K. Gbogbonyadri	602173 P	MP 2e/D	MA 3e/1er
16	Agbaglo Koffi Tomèkpe	602200 J	MP 2e/D	MA 3e/1er
17	Kossi Komla Atsuvi	601245 F	MP 2e/D	MA 3e/1er
18	Kudzebo Kokou Elekpom	600068 W	MP 4e/A	MA 2e/1er
19	Apedoh K. M. Mawuli	602020 N	MP 3e/A	MA 3e/1er
20	Blabou Messan	600851 B	MP 2e/B	MA 3e/1er
21	Sewavi K. Noutowogbé	602207 Z	MP 2e/D	MA 3e/1er
22	Agbeka Dzifanu Koffi	602267 V	MP 2e/D	MA 3e/1er
23	Touglo Dédé Akué	600131 V	MP 3e/C	MP 3e/2e

INTEGRATION DES MONITEURS-ADJOINTS PROTESTANTS (C.A.M.)

N° d'ordre	Nom et Prénoms	Matricule	Situation au 1/1/83	Situation au 1/1/84
1	Hounsougan Komlan	602346 C	MP 2e/A	MA 3e/1er
2	Koudjegbe Koffi Wolako	602311 R	MP 2e/A	MA 3e/1er
3	Agbemadi Komi Elom	602237 X	MP 2e/A	MA 3e/1er
4	Abotsi Elom	602344 I	MP 2e/A	MA 3e/1er
5	Awanyo Koku Dzéréké	601208 S	MP 2e/C	MA 3e/1er
6	Segbename Dodzi	601978 L	MP 2e/B	MA 3e/1er
7	Gbede Kokouvi Alowanou	602305 K	MP 3e/A	MA 3e/1er
8	Messanou Kwami Vinyo	601966 Q	MP 2e/B	MA 3e/1er
9	Ahiafo Kokou Mawuli	601086 S	MP 2e/D	MA 3e/1er
10	Adanu Akuvi Sefenya	602287 R	MP 3e/A	MA 3e/1er
11	Biem Abra Mawunyo	602339 V	MP 2e/A	MA 3e/1er
12	Amego Ankutsè Maglo	601929 B	MP 3e/B	MA 3e/1er
13	Kpadonou A. Komlavi	602272 J	MP 2e/A	MA 3e/1er
14	Kudzu Y. Ewoenam Agbemadi	601386 C	MP 2e/C	MA 3e/1er
15	Dapam Yawa Mana	601215 H	MP 4e/C	MA 3e/4e
16	Kengbo Ametéfé	602338 L	MP 2e/A	MA 3e/1er
17	Mothey Mawuena Abra	602034 D	MP 2e/B	MA 3e/1er

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1984.

Autorisation d'ouverture d'école

Arrêté n° 54/MENRS du 26-7-85 — Une autorisation provisoire d'ouverture d'une école primaire privée laïque dénommée « BABY » est accordée à M. Bruce Ahli, administrateur-délégué de ladite école.

Le fondateur de l'école primaire privée laïque « BABY » doit se conformer aux remarques contenues dans le procès-verbal établi par les services techniques lors des visites dans son établissement.

Le non respect des prescriptions faites à l'article 2 entraînera la fin de la période provisoire et la fermeture de l'établissement après mise en demeure adressée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Le directeur de l'enseignement du premier degré et le directeur général de la planification de l'éducation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de cet arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE

Autorisations de virement

Décision n° 120/MPI/DGPD/DFCEP du 24-6-85 — Est autorisé le virement au profit de la Ferme Avicole de Baguida à son compte Trésor n° 010 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur à Lomé, de la somme de dix millions (10.000.000) de francs CFA devant permettre à la Ferme de faire face à ses besoins urgents dont les commandes à l'extérieur, de poussins, de concentrés et de divers produits vétérinaires.

La dépense est imputable sur les crédits alloués à ladite Ferme au titre du budget d'investissement et d'équipement 1985, titre III, chapitre 3, article 1, paragraphe 2, rubrique F (CF n° 40/85 du 22 avril 1985).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 156/MPI/DGPD/DFCEP du 30-7-85 — Est autorisé le virement au profit du service national des pistes rurales à son compte n° 038 ouvert au trésor public, de la somme de : quarante millions (40.000.000) de francs CFA représentant le reliquat, sur le BIE gestion 1985, de la contribution togolaise à l'exécution du Projet Routes et Déserte financé par la banque mondiale.

La dépense est imputable sur le Budget d'Investissement et d'Equipement Gestion 1985 CAS/IDA, titre III, chapitre 5, article 1, paragraphes 1, rubrique D (CF n° 25/85 du 25 juin 1985).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Nomination

Arrêté n° 7/MDR du 29-7-85 — M. Tigoue Assirivi, attaché d'administration de 2e classe, 2e échelon, n° mle 029736-A, est nommé directeur de l'inspection administrative et financière.

Les émoluments et solde de l'intéressé demeurent imputables au budget général, section 21, chapitre 27, article 00-00, paragraphe 10).

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 29-7-85 à la décision n° 128/MDR du 15-7-85 portant nomination des membres de l'unité centrale pour la présentation du projet de renforcement des services de vulgarisation.

Sont nommés membres de l'Unité Centrale pour la Préparation du Projet de Renforcement des Services de Vulgarisation, les personnes dont les noms suivent :

Au lieu de :

M. Maman Ailou, directeur technique-adjoint de la société togolaise de coton (SOTOCO) ;

Lire :

M. Mama Salifou Abdoulaye, directeur technique-adjoint de la société togolaise de coton (SOTOCO).

Le reste sans changement.

D I V E R S

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 414/MEF/CR du 18-7-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Babadjihou Jeanne, née Atchoguede, épouse de M. Babadjihou Etienne, adjoint-administratif (indice, 700 pourcentage 40%) en retraite, décédé le 17 mai 1982, une pension de veuve au taux annuel de cent cinq mille six cent soixante seize (105.676) francs pour compter du 28 janvier 1984.

Arrêté n° 415/MEF/CR du 18-7-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins de M. Akakpo-Toulan Folivi, magistrat de 1er grade, 2e échelon, indice 2500 pourcentage 30% décédé le 14 décembre 1984, une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de cinquante six mille six cent dix (56.610) francs pour compter du 1er janvier 1985, aux orphelins ci-après désignés :

Ayélé, née le 25 octobre 1971

Kokou, né le 3 septembre 1975

Ayao, né le 8 décembre 1977

Ayélévi, née le 15 avril 1980.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Kpodar Anani Sénam, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 416/MEF/CR du 18-7-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve N'Dore Afoua (née Assima)

« N'Dore Bédjèa (née Djakpata),

épouses de M. N'Dore Tangayou-Sim, professeur de 3e classe 4e échelon (indice 1750, pourcentage 15%) décédé le 8 août 1984, une pension de veuve au taux annuel de cinquante deux mille huit cent trente sept (52.837) francs pour compter du 1er septembre 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1er septembre 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Awesso, né le 26 juin 1976

Piwalnèwè, née le 3 mai 1978

Pkong'tèm, né le 25 septembre 1978

Mélo-ani, né le 23 août 1980

Eyanilé, née le 20 décembre 1982.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. N'BIYOU Koudjougoum Essowè tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 420/MEF/CR du 18-7-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Ahlihangàn Kossiwa née Agbegnegan, épouse de M. Ahlihangàn Kodjo, agent spécialisé confirmé 3e échelon (indice 510 pourcentage 39%) décédé le 9 décembre 1983 une pension de veuve au taux annuel de soixante quinze mille soixante huit (75.068) francs pour compter du 7 janvier 1984.

Il est également allouée sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 7 janvier 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Kodjovi, né le 16 janvier 1967

Kouassi, né le 10 mars 1968

Abla, née le 12 janvier 1971

Akoua, née le 22 août 1973

Ablavi, née le 11 octobre 1977

Kossiawavi, née le 25 juillet 1982.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Gnamakou Essè, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 421/MEF/CR du 18-7-85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent vingt cinq mille six cent quatre vingt huit (225.688) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. N'TARE K. Akakpo, caporal-chef 5e échelon n° mle 0276 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. N'TARE K. Akakpo pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 10e rang) ci-après désignés :

Ognandon, né le 16 octobre 1969

Afi, née le 30 juillet 1970

Ogoudonmi, né le 4 avril 1973

Katchobi, né le 25 juin 1975

Kokou, né le 7 septembre 1977

Ayélé, née le 31 janvier 1970

Ayawa, née le 18 mai 1972

Kobilé, né le 15 septembre 1973

Koffi, né le 9 juillet 1976

Afi, née le 18 janvier 1980.

Arrêté n° 423/MEF/CR du 18-7-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1er mai 1984 à chacun des orphelins de feu Akakpovi Kangnivi, agent de maîtrise adjoint 1er échelon (indice 550) en retraite décédé le 29 avril 1984, ci-après désignés :

Ekoué, né le 31 juillet 1972

Ada-dé, né le 23 juin 1974

Dédé, née le 17 décembre 1976

Dédévi, née le 14 mai 1979.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Akakpovi Foli administrateur des biens et tuteurs des orphelins mineurs du de cujus.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DES MINES DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Enquête de commodo et incommodo

Arrêté n° 28/MEMPT /DGMG/BNRM du 3-7-85 — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 9 juillet 1985 au 23 juillet 1985 au sujet de l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures à la Nouvelle Gare Routière sise à Akodesséwa — Lomé Est par la Société Togo et Shell.

Les plans et les renseignements seront disposés dans le Bureau de M. Le Maire de la ville de Lomé pendant quinze (15) jours à partir du 9 juillet 1985 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

Le maire de la Ville de Lomé est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le ministre de l'équipement, des mines, des postes et télécommunications à Lomé.

Arrêté n° 30/MEMPT/DGMG/BNRM du 3-7-85 — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 9 juillet 1985 au 23 juillet 1985 au sujet de l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures à Agoè-Nyivé (Démakpoè), préfecture du Golfe, par El Hadj Issa Halirou sur son propre terrain.

Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau de M. Le Maire de la ville de Lomé pendant quinze (15) jours à partir du 9 juillet 1985 pour être communiqué les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

Le Maire de la ville de Lomé est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le ministre de l'équipement, des mines, des postes et télécommunications à Lomé.

Arrêté n° 31/MEMPT/DGMG/BNRM du 3-7-85 — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 9 juillet 1985 au 23 juillet 1985 au sujet de l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures à Lomé, Tokoin Centre Dogbéavou près du Trésor par la Société Togolaise des Pétroles BP.

Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau de M. Le Maire de la ville de Lomé pendant quinze (15) jours à partir du 9 juillet 1985 pour être communiqué les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

Le maire de la ville de Lomé est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le ministre de l'équipement, des mines, des postes et télécommunications.

Avis d'appel d'offres

Dans le cadre d'un programme de rénovation de l'«Hôtel Le Bénin» et de l'«Hôtel de la Paix» à Lomé, le Haut Commissariat au Tourisme lance un appel d'offres, ouvert à éga-

lité de conditions à toute personne physique et morale résidant au Togo et inscrite au registre du Commerce de Lomé.

LOT N° 1 : Matériel d'Équipement des Cuisines de l'Hôtel de la Paix.

LOT N° 2 : Petit Matériel d'Exploitation de Cuisine et de Restauration de l'Hôtel de la Paix

LOT N° 3 : Rénovation des Canalisations Eau Froide et Eau Chaude de l'Hôtel de la Paix.

LOT N° 4 : Rénovation de la Climatisation des Premier et Deuxième étages de l'Hôtel Le Bénin.

Les concurrents peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Le délai d'exécution pour chaque lot sera de trois mois à compter de la date de passation de la commande.

Les soumissions en francs CFA, toutes taxes comprises devront parvenir à M. le Président de la Commission Consultative des Marchés, Présidence de la République au plus tard le 19 août 1985 avant 17 heures.

Le dossier est à retirer au Haut Commissariat au Tourisme à Lomé au prix unique de 50.000 francs (cinquante mille francs) pour un ou l'ensemble des lots.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Arrondissement Bâtiments, Direction des Travaux Publics ou au Haut Commissariat au Tourisme à Lomé.

Nécrologie

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de :

M. Laodjassondou Piyassou Laowiao, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire n° mle 026312-S en service à l'école primaire publique de Sessaro (Préf. de Sotouboua) survenu le 9 novembre 1984.

M. Kuévi-Akoe Adodo, contrôleur des douanes de 2e classe 3e échelon n° mle 005210-V, en service au bureau de l'aéroport survenu le 21 décembre 1984 à Lomé.

M. Litaba Kolka Harikidama, technicien de radio de 1re classe 2e échelon n° mle 011697-B en service à la Direction de la formation permanente (DIFOP) à Lomé survenu le 7 février 1985 à la suite d'un accident de circulation.

M. Makouya Gado, infirmier d'Etat principal 3e échelon n° mle 004594-L en service au Centre hospitalier régional de Sokodé survenu le 7 février 1985.

M. Magnaktom Kozolo, gardien de la paix 4e échelon n° mle 018239-Z en service à la sûreté nationale à Lomé survenu le 19 février 1985 à la suite d'un accident de la circulation sur la route d'Aného.

M. Affo Irénéni, moniteur permanent de 2e catégorie échelle C n° mle 024099-D en service à l'école primaire publique de Ouhitilégu (Préf. de Tône) survenu le 27 février 1985.

M. Ekoule Komla vi Agbéwonu, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon n° mle 011580-E en service à l'école primaire publique de Kati (Préf. de Kloto) survenu le 11 mars 1985 à l'hôpital de Notsè.

M. Koumako Afangbémi Homenyo, instituteur principal de classe exceptionnelle n° mle 002330-U en service à l'école des Etoiles à Lomé survenu le 16 mars 1985 au centre hospitalier universitaire de Lomé.

M. Togbé Assogba, jardinier permanent 1re catégorie échelle D n° mle 007958-Y en service à la direction de l'animation rurale (S.E.V.) Lomé survenu le 18 mars 1985 à Lomé.

M. N'Baloula Bikonika, brigadier-chef de police n° mle 002181-F en service à la Sûreté Nationale à Lomé survenu le 18 mars 1985 à la suite d'une courte maladie.

M. Faye Kodjo, agent d'entretien permanent de 1re catégorie échelle D n° mle 010259-V en service au Lycée d'enseignement général de Sokodé survenu le 23 mars 1985 à la suite d'une crise cardiaque.

M. Agbety Kodjo, sous-brigadier de police n° mle 008995-M en service à la Sûreté Nationale à Lomé survenu le 23 mars 1985 à son domicile à la suite des crises convulsives épileptiques.

M. Lawson Latévi Gagnon Obéwoé, conseiller-adjoint d'orientation scolaire et professionnelle de 2e classe 3e échelon n° mle 002669-X en service au centre d'orientation scolaire et professionnelle d'Aného survenu le 26 mars 1985.

M. Atayi Ayayi Hila, instituteur de 2e classe 1er échelon n° mle 004859-V en service à l'école primaire publique de Kpondavé (Préf. des Lacs) survenu le 4 avril 1985 à l'hôpital d'Afagnan.

M. Adjei Bouzounam, maçon permanent de 2e catégorie hors échelle n° mle 007446-G en service à la subdivision des travaux publics de Mango survenu le 14 avril 1985 des suites de maladie.

M. N'Montikpa Zimaré, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire n° mle 027296-S en service à l'école primaire publique de Kpotavé (Préf. de Vo) survenu le 15 avril 1985 à la suite d'une courte maladie.

M. Akondo Tayrou, employé de bureau de 3e catégorie échelle D n° mle 014288-S en service à l'inspection de la jeunesse, des sports et de la culture de Sokodé survenu le 22 avril 1985 au centre hospitalier de Sokodé.

M. Vilafansi Togbé, chauffeur permanent de 3e catégorie échelle C n° mle 021035-H en service à la direction du génie rural survenu le 28 avril 1985 des suites d'une maladie.

M. Biguida Adja Kassoliyéma, manoeuvre permanent de 2e catégorie hors échelle n° mle 004736-S en service à la Direction régionale du développement rural de la Kara survenu le 29 avril 1985 à l'hôpital de Pya.

M. Tomma Awaratlime Tamés, gardien de nuit permanent de 1re catégorie échelle A n° mle 024320-S en service au tribunal de première instance de Sotouboua survenu le 30 avril 1985 à l'hôpital de Sokodé.

M. Kparoussi Waname, moniteur permanent de 3e catégorie échelle A n° mle 023309-X en service à l'école primaire publique de Boy-Kopé (Préf. de Sotouboua) survenu le 1er mai 1985.

M. Tadjjo Kodjo Mazimbaya- Pyou, instituteur de 2e classe 3e échelon n° mle 003787-D en service à l'école primaire publique Kara-Centrale survenu le 7 mai 1985.

M. Ayikouma-Sodza Nusiato, vaguemestre permanent de 1re catégorie hors échelle n° mle 005523-D en service à la Direction de l'enseignement du quatrième degré à Lomé survenu le 9 mai 1985.

M. Kolani Djatoate, comptable analytique ex-brigadier des douanes de 1re classe 2e échelon n° mle 007317-F en service à la subdivision des travaux publics de Sokodé survenu le 10 mai 1985 des suites de maladies.

M. Ouro-Akpo Kabouré, moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon n° mle 011767-N en service à l'école primaire publique de Lama-Tessi (préf. de Tch'oudjo) survenu le 6 juin 1985 au centre hospitalier régional de Sokodé.

M. Amemayoe O. Kokou, médecin inspecteur 3^e échelon n° mle 006091-N en service au Centre hospitalier régional d'Atakpamé survenu le 13 juin 1985 à Lomé.

AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 1178 inséré au Livre foncier du Territoire du Togo

le 14-11-1949 à Lomé appartenant à Monsieur Koudeawoo John demeurant à Lomé.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier N° 8-050 RT appartenant à Monsieur (Winfried Seth) Yao Kumordzie.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier N° 3.221 TT appartenant à Monsieur (Céphas) Koffi Sénya Aziatsi.

(Pour deuxième insertion)